

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION PA 24047

R.C.

L'acheteur :
VILLE DE TORCY
Place de l'Appel du 18 juin 1940 / 77200 TORCY

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

La procédure utilisée est la suivante :
En application de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres :

29 mai 2024 à 12h00

Informations essentielles









	Présence d'un critère social	✗
	Présence d'un critère environnemental	✗
	Sous-traitance autorisée	✓
	Modalités de facturation	Chorus Pro 
	Modalités de signature du marché	A l'attribution
	DUME acheteur	✓
	Echantillons	✗

Table des matières

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2.	DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	3
ARTICLE 3.	PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
ARTICLE 4.	ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 5.	DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 6.	ENVOI DES PROPOSITIONS.....	5
ARTICLE 7.	DÉLAI DE VALIDITÉ.....	6
ARTICLE 8.	GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	6
ARTICLE 9.	SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 10.	PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	7
ARTICLE 11.	PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE.....	8
ARTICLE 12.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 13.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	10
ARTICLE 14.	VARIANTES	12
ARTICLE 15.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	12
ARTICLE 16.	LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	12

Article 1. Objet de la consultation

Objet des services :

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Le marché est décomposé en deux lots :

LOT 1	Maintenance et dépannage des systèmes de sécurité incendie et des équipements d'alarme incendie
LOT 2	Maintenance et dépannage des installations de désenfumage

Chaque lot est décomposé en 2 types de prestations :

Prestation A : Maintenance préventive

Conclue à prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement

Prestation B : Interventions curatives

Conclue à prix unitaires figurant au BPU

En application de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, cette prestation donne lieu à un accord-cadre à bons de commande, avec un seul opérateur économique, encadré par les montants maximums de commande suivants, puis de chaque reconduction ci-dessous :

LOTS	Montant maximum HT par période de 12 mois
Lot 1 « Maintenance et dépannage des systèmes de sécurité incendie et des équipements d'alarme incendie »	10 000.00 € HT
Lot 2 « Maintenance et dépannage des installations de désenfumage »	10 000.00 € HT

Les commandes peuvent être passées jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les prestations correspondantes seront exécutées dans un délai maximal de 2 mois.

Les points particuliers des prestations A et B sont décrits au CCTP.

Modalités de financement et de paiement : sur le budget communal.

Article 2. Durée et délais d'exécution

2-1 Durée de l'accord cadre

La durée initiale de cet accord-cadre est de 12 mois à compter de la notification du marché. Le présent accord-cadre comprend **3** reconductions tacites. La durée de chaque reconduction est identique à celle du marché initial.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard **60 jours** calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet

du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

2-2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ci-dessous sont mentionnés dans l'offre du titulaire au cadre de réponse :

- délai d'intervention
- délai de réception des devis

En cas de non-respect de ces délais contractuels, le prestataire encourt les pénalités fixées à l'article 15 du CCAP.

Article 3. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. Elle pourra avoir lieu avec un, plusieurs ou l'ensemble des candidats.

Conformément au principe de traçabilité, les échanges liés à la négociation seront confirmés par écrit.

La collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour motif d'intérêt général.

Nomenclature CPV pertinente :

- 50413200-5 : Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie
- 35111000-5 : Matériel de lutte contre l'incendie

Article 4. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

Article 5. Dossier de consultation

Les documents sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.info/accueil.htm>

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation ;
- les actes d'engagement (2), et leurs annexes, à savoir :
 - o la décomposition du prix global et forfaitaire (2), par lot, pour la prestation A ;
 - o le bordereau des prix unitaires, et sa partie détail quantitatif estimatif (2), avec taux de remise sur prix publics, par lot, pour la prestation B ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre au lot 1 et son annexe, à savoir :
 - o Annexe n° 1 – détail des installations ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre au lot 2 et son annexe, à savoir :
 - o Annexe n° 1 – détail des installations ;
- les cadres de réponse (2) ;

Conformément à l'article R 2132-2 à R 2132-5 du Code la Commande Publique 2019, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.ville-torcy.fr>

et dans les conditions techniques suivantes :

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Le candidat pourra télécharger le dossier de consultation après s'être enregistré avec une adresse mail valide. Ainsi il pourra être informé des éventuelles modifications de la consultation en cours de publication et recevoir les réponses aux questions d'autres candidats. Cette adresse mail sera également utilisée pour tous les échanges lors de l'analyse, lors de l'attribution, ainsi que pendant l'exécution du marché.

Les opérateurs économiques peuvent poser des questions via la plate-forme de dématérialisation jusqu'au **22 mai 2024 inclus**.

L'acheteur pourra :

- répondre aux questions des opérateurs économiques,
- apporter des renseignements complémentaires,
- procéder à des modifications de détail au dossier de consultation.

jusqu'au 24 mai, 2024 inclus.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

L'ensemble des questions/réponses sera déposé sur la plate-forme de dématérialisation :

<http://www.marches-publics.info/accueil.htm>.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Article 6. Envoi des propositions

Les plis doivent être remis au plus tard le **29 mai 2024 à 12h00**. Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la Commande Publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Avertissement : Il appartient au candidat de s'assurer de la faisabilité de la transmission électronique des documents (compatibilité des logiciels) et ainsi anticiper d'éventuelles difficultés techniques. En cas de problème, les candidats peuvent joindre la hotline de la plate-forme en composant le numéro du support « fournisseurs » au **08 92 14 00 04** ou par mail à l'adresse support-entreprises@aws-france.com.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <http://www.marches-publics.info/accueil.htm>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),

- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « copie de sauvegarde » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des offres à l'adresse suivante :

MAIRIE DE TORCY
Place de l'Appel du 18 Juin 1940
77200 TORCY

Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi : de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Sauf mardi : 08h30 à 12h00 et Jeudi 13h30 à 17h00

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

Article 7. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de **180 jours** calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

Article 8. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

Article 9. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

Article 10. Présentation du dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants :

- ➔ DC1 – Lettre de candidature comportant notamment une déclaration sur l'honneur prévue à l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique 2019 justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique 2019 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ➔ DC2 – Déclaration du candidat ;
- ➔ Les modèles DC1 et DC2 sont disponibles sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- ➔ Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
- ➔ Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- ➔ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- ➔ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- ➔ Une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

* Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement de commande, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Justification de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles conformément aux articles L 2142-1 et R 2142-1 du Code de la Commande Publique 2019.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Recevabilité des candidatures en application des articles L 2141-1 à L 2141-11 du Code de la Commande Publique 2019.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

- 1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

Marche à suivre pour compléter le DUME :

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- L'acheteur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application de l'article R2143-4 du code de la commande publique. Dès lors, à la question « **Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation** » répondez « non ».
- Si vous satisfaites à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format PDF ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

Article 11. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

N°	Description
1	<p>L'acte d'engagement</p> <p>Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de faire signer l'acte d'engagement par la personne habilitée à engager l'entreprise. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de son offre.</p>
2	<p>La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) pour la prestation A, propre à chacun des lots.</p> <p>Le document doit être déposé au format EXCEL (modifiable) <u>et</u> au format PDF. Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.</p>
3	<p>Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) valant Descriptif Quantitatif Estimatif (DQE) pour la prestation B, propre à chacun des lots.</p> <p>Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé. Le document doit être déposé au format EXCEL (modifiable) <u>et</u> au format PDF. Les prix doivent toujours être exprimés en euro. Les quantités indiquées dans le DQE n'ont pas de caractère contractuel. Elles sont données par référence aux consommations annuelles estimatives pour servir de base à l'étude comparative des propositions. Le soumissionnaire indiquera sur ce document le taux de remise qu'il consent sur les produits de son catalogue ne figurant pas sur le BPU. Ce taux est contractuel et ferme sur toute la durée du marché.</p>
4	<p>Le cadre de réponse aux critères techniques</p> <p>Il permet de répondre aux critères de choix techniques PAR LOT accompagné le cas échéant d'un mémoire technique. Le document joint au dossier de consultation devra être utilisé. Il permet d'apprécier les conditions particulières d'exécution propre au marché de la Ville de TORCY. Le document doit être joint au format WORD (modifiable) et au format PDF. Le cas échéant, le candidat peut présenter un mémoire technique en complément du cadre de réponse. Les candidats complèteront le cadre de réponse sans renvoi au mémoire technique.</p>
5	Les catalogues et/ou prix publics pour pièces détachées
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

* La signature de l'acte d'engagement emportera approbation du CCAP et du CCTP dont les exemplaires conservés par la collectivité font foi.

Les documents remis par le maître d'ouvrage à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

L'attention des candidats est également appelée sur le fait que les documents du présent dossier de consultation font foi : toutes modifications des documents transmis autres que les compléments à apporter par le soumissionnaire à l'acte d'engagement et ses annexes ne sont pas admis et peuvent rendre l'offre nulle.

Les soumissionnaires se doivent de signaler à la Collectivité toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents du dossier de consultation des entreprises, ou entre deux de ces documents.

En cas de litige dans le courant du déroulement de la prestation, lié à une différence d'interprétation les documents contractuels, il est bien entendu que c'est l'interprétation de la Collectivité qui fera foi.

Article 12. Attribution du marché

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP ;
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

* En application des articles R 2143-13 et R 2143-14 du Code de la commande publique 2019, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'une espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. Ils peuvent notamment mettre leurs documents sur la plateforme AWS – Achat.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une consultation précédente au cours de la même année civile et qui demeurent valables.

Si les documents ne sont pas rédigés en langue française, ces documents devront être accompagnés d'une traduction en français.

* Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-4 et R.2144-6 et R.2144-7 du Code de la commande publique 2019, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par l'acheteur l'ensemble de ces pièces.

Article 13. Critères d'attribution et choix de l'offre

Le marché à conclure dans le cadre de la présente consultation sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée telle sur la base des critères pondérés d'attribution ci-après énumérés :

LOT 1 - MAINTENANCE ET DEPANNAGE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET DES EQUIPEMENTS D'ALARME INCENDIE

1/ Valeur technique : 70%, estimée au regard du cadre de réponse, remis par le soumissionnaire à l'appui de son offre. Ce critère est subdivisé de la manière suivante :

N°	Sous-critères	Pourcentage attribué
1	Délai de réception des devis	10
2	Délai d'intervention	30
3	Moyens humains dédiés – Qualifications et compétences	20
4	Moyens matériels dédiés à l'exécution des prestations	10

2/ Prix des prestations : 30%, estimé au regard de la somme de la décomposition du prix global et forfaitaire et du détail quantitatif estimatif, complétés par le soumissionnaire dans le cadre de son offre.

N°	Sous-critères	Pourcentage attribué
1	Total DQE	15
2	Total DPGF	15

Les prix proposés seront notés selon une règle de trois, afin que l'écart de notation traduise l'écart existant entre les prix proposés. La formule suivante sera appliquée :

$$\text{Note} = (\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant de l'offre à noter}) \times 30$$

S'agissant du prix forfaitaire, en cas de discordance constatée dans une offre, l'acte d'engagement prévaut sur les autres pièces.

S'agissant des prix unitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, le bordereau des prix unitaires prévaut sur les autres pièces.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire et le détail quantitatif estimatif figurant dans l'offre du soumissionnaire, ces erreurs seront rectifiées. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération. Dans tous les cas, si le soumissionnaire sur le point d'être retenu était concerné, il serait invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre serait éliminée comme non cohérente.

LOT 2 - MAINTENANCE ET DEPANNAGE DES INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE

1/ Valeur technique : 60%, estimée au regard du cadre de réponse, remis par le soumissionnaire à l'appui de son offre. Ce critère est subdivisé de la manière suivante :

N°	Sous-critères	Pourcentage attribué
1	Délai de réception des devis	5
2	Délai d'intervention	30
3	Moyens humains dédiés – Qualifications et compétences	20
4	Moyens matériels dédiés à l'exécution des prestations	5

2/ Prix des prestations : 40%, estimé au regard de la somme de la décomposition du prix global et forfaitaire et du détail quantitatif estimatif, complétés par le soumissionnaire dans le cadre de son offre.

N°	Sous-critères	Pourcentage attribué
1	Total DQE	20
2	Total DPGF	20

Les prix proposés seront notés selon une règle de trois, afin que l'écart de notation traduise l'écart existant entre les prix proposés. La formule suivante sera appliquée :

$$\text{Note} = (\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant de l'offre à noter}) \times 40$$

S'agissant du prix forfaitaire, en cas de discordance constatée dans une offre, l'acte d'engagement prévaut sur les autres pièces.

S'agissant des prix unitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, le bordereau des prix unitaires prévaut sur les autres pièces.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire et le détail quantitatif estimatif figurant dans l'offre du soumissionnaire, ces erreurs seront rectifiées. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération. Dans tous les cas, si le soumissionnaire sur le point d'être retenu était concerné, il serait invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre serait éliminée comme non cohérente.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Article 14. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

Prestations supplémentaires éventuelles :

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

Article 15. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront poser leurs questions via la plateforme UNIQUEMENT :

www.ville-torcy.fr – Rubrique Marchés Publics

Article 16. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS.

En cas d'échec des procédures amiables (recours gracieux, conciliation, arbitrage ...), les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Melun
Tél. : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10
Email : greffe.ta-melun@juradm.fr

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.